

Maîtriser la guerre dite « hybride »

LTC JYRI RAITASALO, ARMÉE FINLANDAISE, PHD*

Au sein de la communauté occidentale de sécurité et particulièrement en Europe, la vision de la sécurité mondiale a considérablement évolué après la guerre froide¹. L'Occident a mené à cette époque des opérations en dehors de sa zone géographique habituelle, développé une logique militaire expéditionnaire et s'est engagé dans des guerres de choix contre des adversaires militaires de rang inférieur au nom de la « gestion militaire des crises », de la « guerre anti-insurrectionnelle » ou encore de la « guerre contre le terrorisme ».

Au cours des vingt-cinq dernières années, la conception portée par l'Occident de la sécurité internationale s'est profondément transformée. Les concepts de sécurité internationale et de la chose militaire ont laissé place à un nouveau paradigme. Nous étions en effet convaincus d'avoir surmonté la logique du jeu à somme nulle du temps de la guerre froide et d'avoir laissé derrière nous les relations de confrontation avec les deux autres grandes puissances de l'époque, à savoir la Russie et la Chine. La stratégie d'endiguement et de dissuasion des menaces militaires statocentrées s'est progressivement effacée, au profit d'une vision plus large de la sécurité internationale. Après la guerre froide, l'Occident envisageait la sécurité sous un « nouvel » angle et évaluait les menaces et les réponses à apporter à l'aune de la stabilité d'un système international en pleine mondialisation et de la sécurité humaine².

*Le lieutenant-colonel Raitasalo est officier supérieur d'état-major au ministère finlandais de la Planification stratégique. Il enseigne la stratégie et la politique de sécurité à la Grande école de la défense nationale finlandaise. Le lieutenant-colonel Raitasalo a servi comme commandant du régiment d'artillerie antiaérienne d'Helsinki (brigade blindée), a été maître de conférences à la Grande école de la défense nationale finlandaise, aide de camp du chef d'état-major des armées et officier d'état-major (planification stratégique) du commandement de la défense finlandaise. Il est membre de l'Académie royale suédoise des sciences de la guerre. Le docteur Raitasalo est l'auteur de plusieurs articles et monographies académiques, traitant principalement de la politique de sécurité et de défense de l'après-guerre froide et du caractère changeant de la guerre.

Les points de vue et les opinions exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas ceux d'une quelconque agence du gouvernement.

Or, lors de ses opérations en Ukraine à partir de 2013 et en Syrie à partir de 2015, la Russie a employé les méthodes traditionnelles d'une grande puissance. De nombreux pays occidentaux ont alors ressenti le besoin de se doter d'un nouveau cadre, sinon d'un cadre, afin de comprendre ce retour en arrière de la politique internationale contemporaine. Après tout, trois ans plus tôt, la plupart des états européens se doutaient-ils que le Vieux continent puisse être la cible de menaces militaires? Non. De même, les États-Unis, pour qui les menaces étatiques étaient inimaginables sur le territoire européen, ont retiré leurs soldats qui y étaient stationnés. Ainsi, au cours des vingt-cinq dernières années, la plupart des pays occidentaux ont principalement déployé leurs contingents dans le cadre d'opérations expéditionnaires multinationales en lien direct avec la survie des états du monde occidental ou avec la sécurité de leur territoire. Après les événements en Crimée, le concept de guerre hybride a permis de (re)sécuriser la vision traditionnelle de la sécurité internationale, une vision que les états occidentaux avaient désécurisée à la fin de la guerre froide en redéfinissant la sécurité internationale selon leurs propres termes³.

Le concept de guerre hybride fait référence au nouveau modèle de l'art de gouverner et des affaires militaires introduit par la Russie lors de ses opérations en Géorgie. Or il traduit avant tout la surprise de l'Occident face à des méthodes russes somme toute très traditionnelles. Cet article soutient que le concept de guerre hybride répond au besoin occidental de décrypter les actions des forces armées russes en Ukraine, dans un contexte où le modèle occidental de sécurité internationale de l'après-guerre froide laissait paraître la fragilité de ses fondements. Contrairement aux attentes de nombreux observateurs et chefs d'état occidentaux, la fin de la guerre froide n'a pas mis un terme aux rivalités entre grandes puissances, aux sphères d'influence, à la propagande, à la coercition, aux batailles par procuration, à l'espionnage et à l'usage de la force militaire. Les dernières opérations russes ont donc révélé une faille dans l'approche occidentale post-guerre froide de la sécurité internationale.

L'émergence et le développement du concept de guerre hybride auraient une utilité sur le plan politique, car il met en lumière la nature changeante et les défauts de la vision occidentale post-guerre froide de la sécurité internationale. En revanche, sur le plan analytique, le concept de guerre hybride aurait une utilité plus limitée. Bien souvent, les éléments de la guerre dite hybride identifiés comme nouveaux et la myriade de formes nouvelles de conflits sont en réalité des méthodes conventionnelles de l'art de gouverner et non des manifestations nouvelles de l'art de faire la guerre. De nombreux observateurs stratégiques et de dirigeants politiques appréhendent avec difficulté ces pratiques traditionnelles de l'art de gouverner en raison du développement, au cours de l'après-guerre froide, d'une

vision occidentale de la sécurité internationale. Le concept de guerre hybride fait avant tout écho à une tentative collective du monde occidental d'apprivoiser la menace traditionnelle que représente la Russie aujourd'hui.

Cet article examine tout d'abord les effets sur le monde occidental de la fin de la guerre froide, qui représente un tournant majeur sur l'échiquier mondial. L'article étudie ensuite la façon dont les pays occidentaux ont redéfini leur vision de la sécurité internationale au cours des vingt-cinq dernières années. La notion de discours stratégique est introduite comme un outil permettant de caractériser le glissement d'une stratégie occidentale de dissuasion et de défense territoriale vers les notions toujours plus vagues relatives aux nouvelles menaces et aux exigences modernes en matière de développement des capacités militaires. Enfin, l'émergence du concept de guerre hybride est examinée à travers l'affirmation de la prééminence russe, en particulier sur le territoire ukrainien et à l'encontre du pouvoir en place. L'analyse est effectuée à l'aune d'une vision de la sécurité internationale portée par l'Occident et construite au fil de deux décennies après la chute du mur de Berlin.

La fin de la guerre froide comme cause profonde

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la fin de la guerre froide a marqué un véritable tournant sur la scène politique internationale. Le processus a été célébré dans le monde entier et tout particulièrement à l'Ouest, « vainqueur » du bipolarisme vieux de plusieurs décennies. Il trouva également un écho retentissant au sein du bloc de l'Est, auprès des ex-républiques soviétiques et des signataires du Pacte de Varsovie, soudainement libérés du joug soviétique.

Parallèlement, la fin de la guerre froide a soulevé bien des interrogations dans l'arène politique internationale. Le système bipolaire et antagoniste qui a prévalu pendant des décennies s'est effondré en l'espace de quelques mois ou de quelques années. La logique sur laquelle la plupart des états fondaient depuis des dizaines d'années leur politique de sécurité et de défense et qui constituait la raison d'être de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a disparu soudainement, sans que les contours d'une autre stratégie de politique internationale ne se dessinent. En somme, les chefs d'état du monde entier savaient que la fin de la guerre froide était une issue positive en politique internationale, mais aucun d'entre eux ne pouvait présager ce qui allait suivre.

Aux yeux de l'occident, l'écroulement de l'Union soviétique a éliminé la menace existentielle, bien connue et omniprésente qui a guidé de façon certaine, deux générations durant, la politique des états dans presque tous les domaines de la vie sociétale. Subitement, les pays occidentaux ne font plus face à aucune menace

majeure pour leur sécurité nationale. À l'Ouest et ailleurs, les élites politiques se posent la même question : Et maintenant, qu'est-ce qui nous menace et comment endiguer cette menace ? Comme le formule l'OTAN dans son Concept stratégique en 1991, les ennemis d'hier sont dorénavant des partenaires avec lesquels coopérer :

Depuis 1989, il s'est produit en Europe centrale et orientale de profondes mutations politiques qui ont radicalement amélioré le contexte de sécurité dans lequel l'Alliance atlantique cherche à réaliser ses objectifs. Les anciens pays satellites de l'URSS ont recouvré leur pleine souveraineté. L'Union soviétique et ses républiques sont le théâtre de changements radicaux. Les trois républiques baltes ont regagné leur indépendance. Les forces soviétiques ont quitté la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et doivent achever de se retirer de Pologne et d'Allemagne pour 1994. Tous les pays qui étaient auparavant adversaires de l'OTAN ont non seulement démantelé le Pacte de Varsovie, mais encore abandonné toute hostilité idéologique à l'égard de l'Occident. Ils ont, à des degrés divers, adopté et commencé à mettre en œuvre des politiques visant à instaurer la démocratie pluraliste, l'état de droit, le respect des droits de l'homme et l'économie de marché. La division politique de l'Europe, qui était à l'origine de la confrontation militaire du temps de la guerre froide, est ainsi surmontée⁴.

La désécurisation soudaine des rapports Est-Ouest a ouvert la voie à de nouvelles interprétations de la logique sous-tendant la politique internationale et la sécurité des états. La nouvelle donne a, en réalité, *forcé* les états à redéfinir leur vision de la sécurité et des questions de défense. Et après tout, les états consacraient des millions de dollars chaque jour à leur sécurité nationale et à des politiques héritées du passé, de l'ère de la confrontation des superpuissances, de l'hostilité idéologique, d'une stratégie militaire de sécurité statocentrée, de crainte qu'un nouveau conflit majeur éclate. Étant communément admis que cette époque était révolue, une nouvelle logique de sécurité internationale devait rapidement voir le jour. Ainsi, avec le démantèlement du bloc soviétique et la disparition de la menace existentielle qu'il incarnait, la tâche des chefs d'état occidentaux semblait colossale. Ils devaient définir les nouvelles règles du système international de l'après-guerre froide, ainsi que les perspectives de sécurité internationale à l'échelle de la nation et de l'alliance. L'évolution rapide des événements dans le monde défiait la mise en œuvre des nouvelles politiques des états. Finalement, en Occident et ailleurs, la situation s'est traduite par une profonde transformation de l'appareil de sécurité étatique.

Si, au cours des années 1990, les gouvernements occidentaux ont revu leur politique de sécurité nationale, ils faisaient face à un vide stratégique, à l'absence d'une vision collective sur le système de sécurité internationale qui allait se faire jour et sur l'articulation à l'échelle nationale des mesures imposées par le nouvel environnement. Le monde célébrait la fin de l'ancien système, mais la nouvelle

logique systémique semblait floue, voire contradictoire. Personne ne savait quels acteurs ou quels sujets constitueraient les menaces tangibles de demain. Différents vocables apparaissaient, traduisant la difficulté à définir le système international émergent, comme le « nouvel ordre mondial⁵ », la « fin de l'histoire⁶ », le « choc des civilisations⁷ », un « agenda pour la paix⁸ », l'ère des « nouvelles guerres⁹ », les « interventions humanitaires¹⁰ », etc. Mais aucune de ces nouvelles expressions qualifiant la sécurité internationale ne véhiculait un niveau de cohérence équivalent à la bipolarité de l'affrontement des superpuissances.

Si la fin de la guerre froide a eu une conséquence concrète dans l'ensemble des pays occidentaux, voire dans le monde, c'est bien la réduction des budgets de défense et des effectifs militaires des forces armées. Les dépenses militaires (en dollars constants) ont chuté à travers le monde de 1989 à 1998¹¹. Certes, à la fin de la guerre froide, les élites dirigeantes n'étaient pas en mesure d'identifier la pierre angulaire de leur politique de défense et de sécurité. Mais elles avaient conscience que les capacités militaires et l'état de préparation hérités de la guerre froide étaient surdimensionnés. D'ailleurs, au fil du temps, les pays se montraient avides de toucher les « dividendes de la paix ». Il fallait, au terme de la guerre froide, rassurer les adversaires historiques, soucieux que l'Ouest tire profit de sa victoire. Tout semblait concourir à mettre en relief un nouvel ordre mondial moins conflictuel, où les menaces militaires s'effaçaient et la coopération était encouragée. Une approche qui prenait l'exact contre-pied de la politique des blocs et des rapports de confrontation.

Sur le plan pratique, la politique d'engagement a permis d'appriivoiser les anciens états du bloc de l'Est, de s'en rapprocher voire, bien souvent, de les intégrer au bloc de l'Ouest¹². L'idée était d'inclure les adversaires d'hier dans un processus destiné à promouvoir la démocratie, à favoriser les économies de libre marché, à promouvoir les droits de l'homme et les autres valeurs libérales et démocratiques. Dans le même temps, la traditionnelle approche militaire statocentrée était atténuée. L'élargissement de l'Union européenne et celui de l'OTAN illustrent dans les faits cette politique d'engagement. De même, les nombreuses initiatives de coopération avec la Russie traduisaient la volonté de construire un partenariat qui permettrait à terme de façonner un monde moins antagoniste, dans lequel les rivalités entre grandes puissances appartiendraient au passé.

La redéfinition des règles de la sécurité internationale selon les standards occidentaux

L'absence d'une vision cohérente portée ouvertement par l'Occident sur le nouveau système de sécurité internationale se faisait déjà sentir. Vainqueurs de la

guerre froide, les occidentaux en dessinaient pas à pas les contours à mesure qu'ils répondaient aux différentes crises politiques internationales. De la guerre du golfe persique de 1991 aux interventions en Somalie (1993) et en Haïti (1994), des interventions humanitaires au Rwanda et au Burundi (1994) aux bombardements aériens pour raisons humanitaires en Bosnie (1995) et au Kosovo (1999), les occidentaux fixaient les nouvelles règles de l'usage de la force militaire aux fins de sécurité. Ce processus de redéfinition ne partait pas de zéro, mais s'établissait lentement et progressivement sur la base des règles de sécurité internationale de la guerre froide. Ainsi, les états occidentaux redéfinissaient la sécurité internationale selon leurs propres termes, mais dans des circonstances qu'ils n'avaient toutefois pas choisies. Alors que les nouvelles perspectives de sécurité internationale se profilaient, les conceptualisations de la sécurité qui préexistaient du temps de la guerre froide et le mode de réaction des pays du bloc de l'Ouest conditionnaient la réponse des états occidentaux au chapelet de crises qui ponctuait la période post-guerre froide.

Durant ces quelque vingt dernières années, nous avons assisté à l'émergence et au renouvellement du cadre de sécurité internationale que nous examinerons à travers le prisme des discours stratégiques. Les discours stratégiques occidentaux de l'après-guerre froide sont supposés refléter les évolutions, dans le cadre d'une interprétation occidentale commune, d'une logique systémique de sécurité internationale et de définir où, quand et comment recourir à la force militaire. Autrement dit, une interprétation commune de la sécurité internationale prend forme ou est « négociée » au sein de plusieurs discours étroitement liés, souvent contradictoires. L'effet cumulé de ces discours se superpose à une stratégie occidentale de sécurité implicite, qui n'a jamais été formulée clairement ni entérinée explicitement par les états occidentaux. L'Ouest a donc été doté d'une vision renouvelée de la sécurité, sans pour autant en maîtriser délibérément et efficacement la mise en œuvre¹³.

La dimension la plus cohérente de cette vision occidentale commune du système international de l'après-guerre froide repose sur la *mondialisation* et ses effets sur la sécurité internationale. Au terme de la confrontation des superpuissances, la mondialisation a pu s'effectuer à la faveur du développement des nouvelles technologies, notamment dans le domaine de l'information, et des décisions politiques. Sur le plan de la perception des menaces, l'effondrement de l'Union soviétique avait créé un vide qui ne demandait qu'à être rempli. Le discours sur la mondialisation était alors un moyen d'encadrer une logique de sécurité internationale et les menaces associées.

Comme le souligne le discours de la mondialisation, nous faisons tous partie du même monde interconnecté et les menaces à la sécurité sont généralement

universelles. Une approche de la sécurité coopérative à somme positive a donc été proposée pour neutraliser les menaces qui pourraient mettre en échec le bon fonctionnement du système international à l'heure de la mondialisation. Le discours sur la mondialisation présente les menaces à la sécurité internationale comme des facteurs d'instabilité et d'imprévisibilité dans les rouages quotidiens d'un monde interdépendant et de plus en plus interconnecté. Le discours occidental de la mondialisation a également mis en exergue l'accès libre aux *global commons*, le patrimoine universel¹⁴.

Cette approche à somme positive de la sécurité mondiale a favorisé le développement d'un autre discours stratégique occidental, selon lequel la nature des conflits et des guerres a radicalement changé avec la fin de la guerre froide. De l'avis de certains observateurs, la confrontation des superpuissances et les menaces étatiques ont laissé place aux *nouvelles guerres*, les guerres civiles ou les conflits peu intenses. Renouvelée de par sa forme et ses acteurs, la guerre s'est déplacée au sein de l'état, modifiant par là même la dynamique de la sécurité internationale¹⁵. Or, si les conflits interétatiques ont nettement diminué depuis 1991 et le nombre de guerres intraétatiques augmente depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux décideurs et observateurs politiques valident l'argument de la guerre au niveau infraétatique¹⁶. À proprement parler, cela cadrerait parfaitement avec la thèse de la mondialisation, car les nouvelles formes de conflits, chaotiques et désordonnés, semblaient mettre en danger le bon fonctionnement d'un monde interconnecté et fragile, dont la guerre interétatique traditionnelle avait quasiment disparu.

Le discours sur les nouvelles guerres et les autres conflits intraétatiques s'est développé à la faveur de l'élargissement du concept de sécurité, qui coïncidait avec la disparition de la menace, typique de la guerre froide, d'une guerre massive en Europe. La conception occidentale de sécurité de l'ère post-guerre froide, voire post-moderne, couvrait des secteurs et des référents nouveaux¹⁷. Outre l'approche traditionnelle de la sécurité étatique, le processus initié au début des années 1990 englobait les niveaux systémique (un ordre totalement mondialisé) et individuel ou humain (la sécurité humaine). Avec la Somalie, Haïti, le Rwanda, la Bosnie, le Timor oriental et le Kosovo, entre autres, la souffrance humaine à grande échelle a fait l'objet d'une sécurisation et d'une militarisation graduelles au sein de la communauté occidentale de sécurité, soucieuse de trouver de nouveaux fondements à la sécurité nationale et internationale.

Concernant l'élargissement du concept de sécurité, un autre discours occidental a fait surface et s'est amplifié dès le début des années 1990, et ce jusqu'à nos jours, avec l'accroissement des capacités de couverture médiatique et l'amélioration exponentielle des moyens de communication au cours des vingt dernières années. L'avènement des réseaux sociaux et la possibilité de suivre en ligne et en

continu le cours des événements se déroulant en tout point du globe ont décuplé notre sensibilisation. Les émissions de télévision, la radio, la presse, les millions de pages internet et les réseaux sociaux ont permis une exposition sans précédent des événements, chose inimaginable il y a une génération encore¹⁸. Cette sensibilisation du public aux crises et aux souffrances humaines à grande échelle depuis le début des années 1990 a coïncidé avec la perte d'une assise stratégique à l'Ouest et dans les autres régions du monde.

C'est pourquoi, au terme de la guerre froide, quand l'Ouest s'interrogeait sur son propre destin, une porte était ouverte à la formulation et à l'adoption d'une logique visant à soulager les souffrances humaines et les crises affectant des pans entiers de populations dans des régions éloignées. Le nombre de conflits armés avait pourtant commencé à décliner au début des années 1990¹⁹. L'émergence de la tradition occidentale de gestion militaire des crises a été impulsée par le besoin urgent de justifier le maintien des nombreuses forces armées occidentales (européennes), malgré la réduction des effectifs et des dépenses militaires. De même, le besoin de redéfinir la raison d'être de l'OTAN a favorisé le développement rapide de l'agenda militaire humanitaire de l'Europe. Certains avancent qu'au cours des années 1990 l'OTAN faisait face à un dilemme : il lui fallait intervenir soit en dehors de sa zone soit en dehors de ses affaires²⁰. Comme le montrent les documents de l'OTAN, la gestation en cinq années seulement (1991–1996) de la tradition occidentale de gestion des crises révèle la rapidité et l'orientation de la problématique causée par l'absence de menaces militaires existentielles après la fin de la guerre froide.

Selon le Concept stratégique de l'OTAN de 1991 :

L'Alliance a un caractère purement défensif : elle n'utilisera jamais aucune de ses armes, sauf pour se défendre²¹.

En 1996, le nouveau rôle de gestion des crises de l'OTAN est présenté d'une autre manière :

Cette nouvelle Alliance est devenue partie intégrante de la structure de sécurité européenne coopérative, reposant sur une large base, qui est en train de prendre forme. [...] Nous avons [...] reconfiguré nos forces de manière à les rendre mieux à même d'accomplir les nouvelles missions de gestion des crises, tout en préservant la capacité de défense collective²².

Le quatrième discours stratégique qui a largement influencé la façon dont les pays occidentaux ont conceptualisé la sécurité internationale et, en particulier, la façon dont ils ont développé et utilisé leurs forces armées a mûri au cours des années 1990 et au début des années 2000. Amorcé par *l'establishment* militaire américain après la guerre du Golfe de 1991, il synthétise les enseignements tirés

du premier grand conflit de la nouvelle ère. Le discours stratégique basé sur le concept de *Revolution in Military Affairs* (RMA), ou révolution dans les affaires militaires, promettait un changement majeur de la capacité militaire et de la conduite des opérations des forces armées. Les forces et les systèmes en réseau, la numérisation, les communications par satellite, les capacités de frappes chirurgicales et autres applications de haute technologie étaient reconnues aux États-Unis comme le nouveau « remède miracle » offrant une base logique solide au développement de la défense américaine, dans un monde exempt de menaces existentielles et de compétiteur pair²³.

Dans un contexte inédit où la puissance se concentre entre les mains d'un seul et même acteur (les États-Unis semblent en effet jouir du « moment unipolaire²⁴ ») et où les menaces à la sécurité américaine ou occidentale ne sont pas de nature militaire, la RMA fournissait un impératif stratégique de transformation militaire. Si les anciennes menaces étatiques et la logique militaire associée devaient un jour refaire surface, les forces remaniées selon la RMA seraient à même de rivaliser avec tout adversaire potentiel, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie ou de tout autre acteur.

La thèse de la RMA s'inscrit parfaitement dans la tendance de l'immédiat après-guerre froide à réduire ou « rationaliser » les forces armées occidentales afin de toucher les dividendes de la paix et de créer un climat sécuritaire de non-confrontation, tout particulièrement en Europe vis-à-vis de la Russie. Si les militaires high-tech coûtent très cher, la transformation militaire promise par la RMA avec l'accroissement exponentiel des capacités signifiait que les forces militaires professionnelles entièrement basées sur un enrôlement volontaire permettaient de supprimer des rangs des centaines de milliers de soldats et de fermer en nombre des bases militaires aux États-Unis et en Europe.

Le changement de stratégie, à savoir le passage de la préparation à un conflit majeur en Europe à une série d'opérations multinationales hors zone, limitées, courtes et moins exigeantes, a contribué à corroborer les vues des partisans de la RMA. Dans les années 1990, les forces capables et restreintes, dotées des nouvelles technologies, d'une capacité d'intervention instantanée et d'une bonne force de protection avaient le vent en poupe. Par conséquent, alors que les États-Unis, comme l'Europe d'ailleurs, commençaient à mettre en œuvre leurs capacités innovantes, les doctrines organisationnelles et les concepts opérationnels de la RMA, une « campagne » favorable à l'utilisation de ces nouvelles forces lors d'opérations prenait pied. Quant aux petits états européens, conserver des forces entièrement professionnelles sans les utiliser s'avérait problématique. Comme le soulignaient certains, ces états font face au dilemme « *use it or lose it* », selon lequel s'ils n'utilisent pas leurs forces militaires professionnelles, ils les perdent. Difficile en effet

pour eux de maintenir leurs contingents militaires professionnels juste pour le prestige²⁵.

Lors de l'attaque terroriste aux États-Unis en 2001, la vision portée par l'occident de la sécurité internationale et de l'utilisation des forces militaires avait déjà considérablement évolué. Les menaces étatiques militaires, la défense du territoire et la dissuasion ont laissé place à une approche globale de la sécurité et à un état d'esprit militaire expéditionnaire. En janvier 2016, Alexander Vershbow, secrétaire général délégué de l'OTAN, recommandait à l'Alliance de renforcer sa politique de dissuasion et évoquait même le rôle des capacités nucléaires :

[...] l'environnement de sécurité a changé, donc le renforcement et la modernisation de la posture de dissuasion de l'OTAN au XXI^e siècle est à mon avis le défi le plus important que nous devons résoudre d'ici Varsovie. [...] Dans les années qui suivirent la chute du mur de Berlin, les dépenses et les effectifs militaires ont été réduits à travers l'Europe. Par conséquent, nous ne pouvons pas reproduire la posture de dissuasion qui existait du temps de la guerre froide, même si telle était notre volonté. Les forces et les budgets nécessaires à leur maintien ne sont tout simplement plus là. [...] Nous devons être forts, nous devons être clairs et nous devons dissuader. [...] *Et, au besoin, nous ajusterons notre posture de dissuasion et l'étendrons à tout le spectre des capacités de l'Alliance*²⁶.

S'appuyant sur les changements dont nous venons de parler et s'inspirant de la logique militaire de superpuissance, exacerbée par le traumatisme des attaques massives et inédites sur le continent américain, l'administration de George W. Bush a répondu à la menace du terrorisme par une approche hautement militaire. Toutefois, la guerre mondiale contre le terrorisme (*Global War on Terror*) déclarée au lendemain du 11 Septembre n'avait pas pour seul objectif de vaincre les terroristes par des moyens militaires ou autres. Pour les États-Unis, il s'agissait autant de redéfinir les règles de l'usage des forces militaires au sein du système international que d'éliminer les auteurs des attaques du 11 Septembre et leurs soutiens.

Après le 11 Septembre, l'objectif de l'administration Bush était d'utiliser les forces militaires de façon unilatérale, préventive et en tout point de la planète dès lors qu'elle le jugerait nécessaire. Basées sur les principes de la souveraineté de l'état et de la non-intervention, les normes internationales héritées de la guerre froide avaient déjà perdu de leur attrait avant le 11 Septembre, du moins auprès de la communauté occidentale de sécurité. Mais après avoir lancé la guerre mondiale contre le terrorisme, la seule superpuissance militaire du monde déclarait que la doctrine militaire défensive était terminée, ce qui allait ensuite être confirmé par les actes. Tel est le sens du discours du Président Bush :

Le 11 septembre, les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays. [...] Notre guerre contre le terrorisme commence par Al-Qaïda, mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste capable de

frapper à l'échelle mondiale aura été repéré, arrêté et vaincu. [...] Chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision. Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes. À partir de maintenant, tout pays qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considéré par les États-Unis comme un régime hostile²⁷.

« La crise de vingt ans »

Dans la période de l'après-guerre froide, soit pendant une bonne vingtaine d'années, l'interprétation occidentale de la sécurité internationale et du recours aux forces militaires dans le système international s'est progressivement transformée. Avec le recul, nous voyons bien à quel point cette vision occidentale en mutation était en rupture avec les notions traditionnelles de la sécurité nationale dans un système international hostile, caractérisé par des menaces militaires étatiques. Ainsi, au fil de deux décennies, le processus de redéfinition « au cas par cas » des perspectives de la sécurité et des actions militaires associées a engendré une nouvelle vision de la sécurité et de l'utilisation des violences militaires à grande échelle. Sous de nombreux aspects, cette vision prend le contre-pied des notions classiques de stratégie, de politique de grandes puissances et de théorie des alliances.

[...] en 1999, l'alliance se lançait dans sa toute première intervention au Kosovo. Depuis lors, l'OTAN s'est à nouveau plongée dans la redéfinition de son rôle pour le porter au-delà de sa mission de défense et garantir la sécurité collective. Cela signifie en réalité que le rôle de défense du territoire de l'OTAN a commencé à être considéré comme quelque peu archaïque, et que l'on attend de la nouvelle alliance qu'elle étende ses tâches à des opérations en dehors de sa zone habituelle, destinées avant tout au maintien et à l'imposition de la paix. Les termes dissuasion et défense du territoire sont devenus dérangeants au sein du commandement de l'OTAN, car associés à la pensée dépassée de la guerre froide», déclarait M. Zaborowski, directeur du Center for European Policy Analysis (CEPA) à Varsovie²⁸.

Concrètement, la communauté occidentale de sécurité, prenant exemple sur les États-Unis, a abandonné le concept étriqué de menace militaire étatique à grande échelle, des manœuvres politiques associées et de défense du territoire (au niveau national et de l'alliance) qui constituait la première et véritable mission des forces armées. Les concepts d'endiguement, de dissuasion et de défense ont en outre perdu de leur dimension, dans un contexte où la vision occidentale des affaires militaires et de la sécurité a évolué vers les notions d'engagement coopératif et de coopération pour la sécurité, de gestion des crises ainsi que vers un art de faire la guerre et des opérations expéditionnaires. Ce que Frank Hoffman, éminent chercheur à la National Defense University, décrivait parfaitement en 2009 :

la stratégie de défense nationale de 2005 se distingue par son interprétation élargie des menaces modernes. Abandonnant l'emphase historique sur les menaces étatiques conven-

tionnelles, cette stratégie définit un large éventail de défis incluant les menaces traditionnelles, irrégulières, terroristes et disruptives. La stratégie a souligné la probabilité relative de ces menaces et reconnu la plus grande vulnérabilité de l'Amérique face aux méthodes de conflit moins conventionnelles. La stratégie a même remarqué que le département de la Défense s'était "surinvesti" dans un mode de guerre traditionnel et devait consacrer ses ressources et son attention à d'autres adversaires²⁹.

Comme le montre la brève analyse des différents discours stratégiques occidentaux de l'après-guerre froide, la transformation et l'expansion de la perspective de la sécurité et l'activation de l'instrument militaire dans la boîte à outils stratégique des états occidentaux depuis le début des années 1990 n'étaient pas linéaires ou planifiées. Dans le domaine de la politique internationale, les états, représentés par les classes dirigeantes et/ou par les élites politiques œuvrant pour la sécurité, font l'histoire, mais dans les conditions préexistantes qui limitent, favorisent et guident les politiques dans telle ou telle direction plutôt que dans une autre. Les actions passées limitent la marge de manœuvre d'aujourd'hui. Avec l'annexion soudaine et inattendue de la Crimée et le début de la crise dans l'Est ukrainien, la Russie a mis en lumière cet aspect de la politique internationale, interprété à l'Ouest à travers le prisme de la guerre hybride.

L'émergence de la thèse de la guerre hybride

La guerre hybride et l'art de faire la guerre hybride représentent la dernière démonstration occidentale d'une (re)mise en perspective et d'une (re)définition, depuis la fin de la guerre froide, de la logique de sécurité internationale, des principes régissant l'usage de la force militaire et des autres éléments de l'art de gouverner, au sein du système international. L'art de faire la guerre hybride peut aussi être envisagé comme le dernier discours stratégique occidental justifiant les défis de sécurité internationale affrontés par les gouvernements occidentaux ces dernières années et qui n'ont pas trouvé d'explication convaincante dans les précédentes rhétoriques occidentales sur la mondialisation, les nouvelles guerres, la RMA, les opérations militaires expéditionnaires (de gestion des crises) et la guerre contre le terrorisme.

L'expression de guerre hybride connaît une certaine vogue dans les milieux stratégiques occidentaux. Elle aide en effet à mieux comprendre l'apparente nouveauté de la situation actuelle, chaotique et imprévisible de l'arène internationale dans le domaine de la sécurité. Sous cet angle, le terme de guerre hybride traduit la surprise provoquée au sein des élites dirigeantes et des observateurs occidentaux par les pratiques et les actions russes menées en Ukraine depuis le début de l'an-

née 2014 (et en Syrie depuis l'automne 2015), aux allures de stratégie traditionnelle d'affrontement des grandes puissances.

En janvier 2016, le général Philip Breedlove, commandant suprême des forces alliées en Europe, a souligné que pendant deux décennies les décisions militaires américaines avaient été guidées par la volonté de faire de la Russie un partenaire. Selon ses propres termes, l'Ouest « a serré l'ours (russe) dans ses bras » pendant vingt ans. Mais, après la Géorgie (en 2008), la Crimée (en 2014), le Donbass (à partir de 2014) et la Syrie (à partir de 2015), cet état de fait doit changer³⁰. Si l'on examine ce qui s'est passé ces vingt dernières années, les efforts consentis pour redéfinir les règles du jeu de la sécurité internationale sont remises en question par la Russie.

La thèse de la guerre hybride a été défendue au sein de la communauté occidentale stratégique pour décrire la nouvelle réalité de l'art de faire la guerre. Or, le concept en lui-même n'est pas complètement nouveau. Il a mûri au fil des ans, cristallisant initialement la combinaison de forces régulières, irrégulières, tactiques avec le terrorisme et les technologies révolutionnaires destinées à nier la supériorité militaire de l'Ouest en général et des États-Unis en particulier. Il convient de noter que le concept de guerre hybride a évolué dans un contexte où l'Ouest était ouvertement préoccupé par les conflits asymétriques et les formes irrégulières de guerre adoptées en Afghanistan et en Irak. C'est à cette époque, soit pendant plus de dix ans, que de nombreux observateurs pensaient que les grandes guerres étatiques « à l'ancienne » appartenaient au passé et que l'avenir serait ponctué de guerres semblables aux conflits dont les États-Unis et les membres de l'alliance ont été les témoins en Irak et en Afghanistan³¹. Ces guerres ont révélé d'une part la déficience de la thèse de la RMA et de ses moyens de haute technologie et, d'autre part, l'inefficacité de la guerre mondiale militarisée contre le terrorisme comme nouvelle approche de la sécurité. Comme l'ont expliqué Mattis et Hoffman,

[L]es types de guerre que nous affronterons à l'avenir ne peuvent être gagnés en nous focalisant sur la technologie ; nous les gagnerons en préparant notre peuple à ce que le général Charles Krulak, ancien commandant du corps des marines, appelait la guerre à trois volets. [...] Nous étendons un peu le concept et commençons à parler de l'introduction d'une autre dimension. [...] La guerre à quatre volets présente une dimension nouvelle, quoique parfaitement adaptée aux situations comme la contre-insurrection en Irak³².

Les « hommes verts », comme on les appelle, sont devenus au début de l'année 2014 le symbole du discours occidental sur la guerre hybride, quand la Russie a envahi la péninsule ukrainienne de Crimée. Selon le discours de la guerre hybride, ces mystérieux hommes verts sans insigne, des centaines de soldats armés en uniforme, expliquent la réussite de l'annexion de la Crimée par la Russie. Or ce rai-

sonnement élude le fait qu'il ne faisait aucun doute pour le gouvernement de Kiev et les populations aux alentours de la péninsule de Crimée que ces dénommés hommes verts n'étaient pas des militaires ukrainiens. Par conséquent, même si ces forces spéciales de l'armée russe étaient dépourvues de tout insigne, elles n'appartenaient manifestement pas à des forces loyales au gouvernement ukrainien.

La décision de ne stopper ni de contre-attaquer ces troupes hostiles, à l'évidence composées de soldats de forces armées organisées, ne s'explique donc pas par le fait que les autorités ukrainiennes ignoraient qu'une invasion de la Crimée était en cours. L'inaction fait suite à une décision du gouvernement ukrainien de ne pas attaquer ces forces envahissantes pour deux raisons : 1) l'Ukraine ne disposait pas de forces armées opérationnelles crédibles en mesure de vaincre les soldats russes sans que l'opération militaire tourne au bain de sang et résulte en un désastre pour l'armée ukrainienne ; et 2) la culture de la corruption a érodé les capacités de combat et le moral des forces armées ukrainiennes, au point que les troupes russes pouvaient prendre les garnisons aux abords de la Crimée sans coup férir³³.

Le discours sur la guerre hybride suggère que les forces non conventionnelles, ces « hommes verts », doublées d'une dérobade de Kiev expliquent la remarquable facilité avec laquelle la Russie a annexé la Crimée. Ce discours oublie que l'Ukraine n'a pas en sa possession de véritable capacité militaire opérationnelle susceptible de l'emporter face à une grande puissance régionale, en l'occurrence la Russie. Sans compter que plus de 10 000 soldats russes étaient stationnés dans leurs bases militaires en Crimée quand les « hommes verts » sont entrés en scène. Dans le même temps, un autre contingent russe de 150 000 hommes effectuait à proximité de l'Ukraine des exercices militaires³⁴. Certes, l'origine véritable des dénommés « hommes verts » a suscité la confusion auprès des dirigeants occidentaux et des observateurs. Il n'en demeure pas moins que les autorités ukrainiennes savaient qu'elles auraient dû mobiliser les troupes nécessaires pour contrer l'invasion, mais qu'elles ne disposaient pas de la force militaire requise pour mener à bien une telle opération.

Si les partisans de la thèse de la guerre hybride entendaient l'analyse que nous venons de faire, ils avanceraient l'argument selon lequel les états occidentaux ont usé de faux-fuyants eu égard à la situation en Crimée dont ils avaient pleinement connaissance. Ils ont ainsi perdu toute possibilité d'intervenir à temps contre l'invasion russe. Ce raisonnement élude le fait que les états occidentaux n'avaient ni les moyens ni la volonté d'engager des forces armées contre l'invasion russe à l'appui de l'Ukraine³⁵. Leussent-ils voulu, leurs possibilités d'action pour contenir l'annexion de la Crimée auraient été très minces. Ils se sont donc abstenus.

Le deuxième aspect du discours occidental sur la guerre hybride menée par la Russie met en exergue l'usage stratégique des outils non militaires. La véritable

essence de la guerre est par définition liée, mais non limitée, au recours à une violence à grande échelle et de qualité élevée, à savoir la force militaire. Cependant, l'analyse de la guerre en dehors du contexte politique et des différentes sphères d'interactions humaines liées à la sphère militaire s'accorde avec la tendance occidentale post-guerre froide à envisager l'art de faire la guerre sous un angle simpliste, mécanique et technocratique. Cette myopie stratégique occidentale procède de la thèse de la RMA et des possibilités associées de faire la guerre (mener des opérations) en s'appuyant largement sur la protection de la force dans les nombreuses guerres de choix menées par l'Ouest au cours des deux dernières décennies³⁶. Or, ces quinze dernières années, l'interprétation technocratique occidentale de la guerre, qui cherche à accomplir des objectifs définis au moyen d'une violence étendue à travers le prisme des capacités à haute technologie et des possibilités de protection des forces, a été remise en question en Afghanistan, en Irak et en Libye où la supériorité militaire de l'Occident ne s'est pas traduite par la définition d'objectifs politiques.

L'attention portée par le monde occidental à la place des technologies de pointe dans la guerre a mûri au cours des deux dernières décennies. L'émergence du concept d'« approche globale » témoigne des difficultés affrontées par les états occidentaux depuis qu'ils interviennent hors zone avec l'analyse de la RMA sur le recours à la force militaire. La doctrine interarmées de l'alliance (2010) déclare :

Du point de vue militaire, une approche globale se base non seulement sur une interprétation commune de la situation, mais aussi sur la reconnaissance que des acteurs non militaires peuvent parfois appuyer les forces militaires et inversement, dans d'autres occasions, le rôle des forces militaires sera d'appuyer ces acteurs. [...] L'importance d'inclure dès le départ ces éléments (diplomatiques, civils et économiques) qui doivent être guidés par le succès militaire ne doit pas être sous-estimée. Le non-respect de ce principe coûtera la perte de l'initiative stratégique; au pire, il causera l'échec de la stratégie. C'est le principe de base d'une approche globale, que l'OTAN applique à ses opérations³⁷.

C'est pourquoi les états membres de l'OTAN s'accordent à dire que les problèmes politiques trouvent rarement une solution purement militaire. Les objectifs stratégiques doivent être poursuivis avec une combinaison de moyens politiques, économiques, culturels et, dans certains cas, militaires. C'est l'essence même de l'art de gouverner depuis des siècles, voire des millénaires. Les observateurs militaires et les théoriciens stratégiques envisagent la guerre dans une perspective globale depuis 2 500 ans au moins, avec la parution du traité de Sun Tzu (ou Sun Zi). La guerre n'a jamais été une question « purement » militaire, mise en œuvre par les seules forces armées. La stratégie globale formulée par l'Union européenne relève de la même interprétation :

La stratégie globale de l'UE (SGUE) envisage l'utilisation concertée d'un large spectre de politiques, outils et instruments dont dispose l'UE, couvrant les domaines de la diplomatie, de la sécurité, de la défense, des finances, du commerce, de la coopération au service du développement et de l'aide humanitaire³⁸.

Ces définitions de l'approche globale au sein de l'UE et de l'OTAN reflètent le fait que pendant des années les théoriciens stratégiques et les dirigeants politiques avaient malheureusement conscience que les opérations militaires en elles-mêmes et par elles-mêmes ne sont pas suffisantes pour produire des résultats favorables au niveau de la sécurité internationale. De même, les opérations purement militaires ne suffisent généralement pas à préserver les intérêts nationaux. En partant des similitudes analytiques entre les concepts de guerre hybride et d'approche globale, l'on pourrait avancer que l'approche globale est en fait une technique de guerre hybride, par exemple en Afghanistan, où la dynamique militaire et l'envoi de contingents supplémentaires n'ont pas assuré la « victoire ». Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, s'est d'ailleurs exprimé ainsi :

[...] comment faire face à la guerre hybride ? L'hybridité est le reflet obscur de notre approche globale. Nous utilisons une combinaison de moyens politiques et non politiques pour stabiliser les pays. D'autres l'utilisent pour les déstabiliser³⁹.

Le troisième argument en faveur de la thèse de la guerre hybride a trait à la guerre de l'information menée par la Russie et à l'utilisation des entreprises de médias sous contrôle du gouvernement et de trolls sur internet (ou armées de trolls) afin de modifier la perception du public à l'égard des actions rusées en Ukraine. Recourant en partie aux trolls et en partie à d'autres moyens modernes pour mentir et pervertir ou modifier la vérité, cette guerre de l'information d'envergure stratégique aurait aidé la Russie à atteindre ses objectifs en Ukraine et, de façon plus générale, au sein du système international. Grâce à l'adaptation des systèmes d'information à des fins militaires, la Russie a sans doute réussi à noyer le poisson et masquer les événements en Crimée de mars 2014 et ceux qui se déroulent actuellement dans l'Est ukrainien.

Les partisans de cette guerre de l'information négligent toutefois le fait que, depuis l'invasion de la Crimée au début de l'année 2014, la Russie, devenue un état paria, fait l'objet d'une série de sanctions politiques et économiques. Sa guerre par procuration n'est pas restée inaperçue et le discours associé sur son non-engagement ne trouve pas d'écho parmi les décideurs stratégiques occidentaux. Les dirigeants politiques ne prennent pas de décisions sur la base d'informations collectées dans les forums de discussions sur internet ou des déclarations publiques de représentants des adversaires. Il est extrêmement difficile, même avec les meilleurs des discours, de créer une « autre réalité » pérenne, ou une interprétation

commune, qui s'écarte des conceptualisations préexistantes et des interprétations communément admises et qui contredisent les « faits sur le terrain ».

De nos jours, certes, tout un chacun peut faire entendre son message sous une forme ou une autre, que ce soit par le biais de sources médiatiques établies ou des réseaux sociaux. Mais changer les narrations existantes ou en créer de nouvelles est une autre affaire. Les narrations structurent la conception qu'ont les peuples de la réalité. Elles participent aussi à la construction des identités. Les narrations ne se résument donc pas à des récits composés par un individu. Il s'agit bien plus de constructions culturelles profondément ancrées qui donnent du sens au monde social. Ainsi, les narrations résistent au changement. Changer les narrations suppose de changer la façon dont les peuples perçoivent le monde et s'identifient eux-mêmes. Les narrations ont donc un penchant marqué pour le statu quo au détriment du changement⁴⁰.

Quant à l'utilisation ou la non-utilisation des informations, l'annexion de la Crimée par la Russie doit son succès au fait que cette dernière n'a rien révélé de ses intentions ni de ses méthodes d'accaparement des terres. La Russie n'a donc pas suivi l'usage occidental de l'après-guerre froide consistant à se positionner publiquement en faveur d'une prochaine opération militaire et de la « vendre ». Si, pendant quelques heures voire quelques jours, les autorités ukrainiennes et des états occidentaux ont cherché à noyer le poisson sur leur connaissance de la situation, les chances pour les forces armées ukrainiennes de résister à l'invasion russe étaient quasiment inexistantes. La différence de capacité militaire entre la Russie et l'Ukraine était frappante et l'est toujours aujourd'hui.

Le quatrième aspect de la guerre hybride se rapporte à un autre concept stratégique en vogue, celui de la cyberguerre. Depuis l'épisode du soldat de bronze estonien en 2007 au moins, certains suggèrent que les cybermenaces et les cyberguerres modifient en profondeur la nature de la guerre. Faisant écho à la logique du discours de la RMA des années 1990 et 2000, les partisans de la cyberguerre et les auteurs de cybermenaces ont contribué à sécuriser le cyberspace. Faire la guerre dans le cyberspace a permis de conceptualiser de nouvelles failles dans les sociétés occidentales et de nouveaux moyens de guerre asymétrique susceptibles de nous menacer. Et ce, bien qu'aucun des éléments de la cyberguerre ne se soit jamais matérialisé sur le « champ de bataille ».

Jusqu'à présent, nous n'avons assisté qu'à des actes relevant d'attaques par saturation et d'infiltration dans des réseaux sociaux et des comptes de messagerie, ainsi qu'à des incidents de niveau inférieur et de faible envergure. Et bien souvent, ces épisodes de cyberguerre ne ciblaient que des individus ou des entreprises. Quant aux véritables incidents de cyberguerre, affectant véritablement la sécurité

nationale, Libicki déclare dans son analyse sur la guerre en Ukraine que l'une des choses les plus surprenantes était leur quasi-absence.

Ces vingt dernières années, avec l'avènement d'une solide réflexion sur la « cyberguerre », la plupart des analystes, et même les plus sceptiques d'entre eux, ont été convaincus que toutes les futures guerres cinétiques entre pays modernes auraient une cybercomposante notable. Toutefois, le conflit russo-ukrainien actuel remet en question cet avis communément partagé. [...] La chose la plus marquante toutefois au sujet de la guerre en Ukraine est l'absence quasi complète de toute cyberguerre identifiable⁴¹.

L'absence de cyberguerre au cœur des questions de sécurité et de défense ne signifie pas pour autant que les états ne sont pas concernés par les cybermenaces sur le plan stratégique. Il va sans dire que notre dépendance croissante des réseaux et des services d'information fait de la gestion du cyberspace une préoccupation majeure. Notons cependant que les menaces et les possibilités de cyberguerre ont été surestimées et relèvent davantage de la science-fiction que de la vie réelle.

La guerre hybride c'est ni plus ni moins la guerre

Au lendemain de la fin de la guerre froide, la Russie n'était pas en mesure de défier ou d'influencer le processus initié par les états occidentaux visant à redéfinir l'architecture et les règles de la sécurité internationale. Ainsi, pendant un quart de siècle, de nombreux dirigeants politiques et observateurs de la sécurité se sont habitués à ne voir personne (ni même la Russie ou la Chine) perturber les principes occidentaux de sécurité et de politique de défense. Dans le même temps, le concept même de guerre a progressivement évolué. Au lieu d'une « guerre proprement dite », nous avons été témoins de nombreuses « campagnes », « opérations de gestion de crise », « missions humanitaires au nom de la R2P » et autres exemples de l'« usage de la force militaire⁴² ».

La Russie a rendu à l'usage de la force militaire, c'est-à-dire la guerre, la dimension traditionnelle propre au jeu des grandes puissances, associé aux concepts de sphère d'influence, d'étranger proche, de jeu à somme nulle et de multipolarité. Avec les outils analytiques dont ils disposaient, les observateurs et chefs d'état occidentaux ont peiné à reconnaître ces notions et actions traditionnelles et à faire face. La gestion des menaces communes dans un contexte de mondialisation ponctué d'opérations expéditionnaires multinationales diffère totalement des rivalités de grandes puissances, de la dissuasion (au moyen des armes conventionnelles et nucléaires) et des sphères d'influence visant à protéger les intérêts nationaux.

Les actions et la rhétorique russes s'écartent de l'approche à somme positive des relations internationales de l'ère de la mondialisation. Son attitude vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Ouest s'appuie sur le statut, le prestige et l'influence. Le discours

occidental sur la guerre hybride est donc un moyen de formuler un « nouveau » cadre ou langage permettant de décrypter le comportement stratégique de la Russie, du point de vue occidental, et de traduire la surprise que la démarche et les actions russes ont entraînée au sein de la communauté occidentale de sécurité.

Selon András Rácz, expert européen en politique étrangère et de sécurité, le point de bascule du concept de guerre hybride se situe au moment où l'OTAN a adopté cette expression au cours de l'été 2017. Depuis lors, l'OTAN a joué un rôle primordial dans le développement du discours sur la guerre hybride. C'est donc au sein du cadre institutionnel de l'OTAN que la thèse de la guerre hybride a pris son essor⁴³.

D'une certaine façon, le discours sur la guerre hybride remet en scène ou en lumière un pan de vocabulaire lié à la conception traditionnelle et étriquée de la sécurité, défendue par la Russie. Les actions russes et la rhétorique politique associée reprennent les attributs des grandes puissances, la sécurité étatique et les menaces militaires statocentrées. Cette approche avait été reniée dès le début des années 1990 dans le discours stratégique occidental, dans les narrations publiques sur la logique d'un système international de sécurité en pleine mondialisation et dans la justification de l'usage de la force militaire au sien d'un tel système. Au cours des vingt-cinq dernières années, les forces armées occidentales se sont rapprochées de leurs anciens adversaires, ont apporté la stabilité dans un ordre mondialisé, ont fait le bien sur plusieurs continents et ont géré des crises dans des régions éloignées. Bien plus qu'un simple moyen d'affronter l'environnement de sécurité émergent de l'après-guerre froide, le fait de minorer ou d'oublier la guerre étatique proprement dite était une solution politique pour redéfinir, au terme de la guerre froide, l'architecture de la sécurité internationale selon les normes occidentales.

La guerre hybride peut être conceptualisée comme un trait d'union entre l'approche occidentale d'après-guerre froide de la sécurité internationale, doublée d'une utilisation active de la force militaire au sein du système international, et une approche plus traditionnelle en relations internationales, à savoir la logique des grandes puissances, dont nous avons été témoins en Ukraine. Certes, ce trait d'union facilite la « résurrection » des menaces militaires statocentrées dans le calcul stratégique occidental, tout en maintenant la cohérence avec le large spectre de réflexions sur la sécurité internationale qui ont mûri et se sont établies après la guerre froide.

La guerre hybride représente donc la (re)sécurisation de la logique traditionnelle des grandes puissances dans le cadre de l'interprétation occidentale commune de la sécurité internationale, vingt-cinq ans après la désécurisation de cette

logique, qui formait l'essence même de la politique de sécurité et de défense de l'après-guerre froide jusqu'à la crise ukrainienne⁴⁴.

En conclusion, la guerre hybride est un concept utile du point de vue politique. Clamer la « guerre hybride » permet à tout un chacun de faire entendre ses arguments sur la sécurité. Le discours sur la guerre hybride est en vogue au sein de la communauté occidentale stratégique, si bien que de nombreux acteurs utilisent le concept pour véhiculer leur position académique ou politique. Mais, si l'on en vient à opérationnaliser la guerre hybride du point de vue militaire, à l'échelon tactique, opérationnel ou stratégique, force est de constater que ce concept très large et synthétique n'est pas d'un grand secours, ni pour les experts ni pour les responsables de la sécurité nationale. En deçà du niveau politique et de la grande stratégie, il convient de décortiquer le concept général de guerre hybride en concepts « plus petits » et plus précis, bien connus dans les décennies et siècles précédents, à savoir la coercition, l'extorsion, la corruption, les mensonges, les conflits par adversaires interposés, la manipulation psychologique, la propagande, etc., qui forment l'essence même de l'art de gouverner depuis plusieurs millénaires.

Notes

1. ADLER, Emanuel, BARNETT, Michael, « A Framework for the Study of Security Communities », in éd. ADLER et BARNETT, *Security Communities*, Cambridge, Angleterre : Cambridge University Press, 1998, pp. 29–65.

2. RAITASALO, Jyri, SIIPIÄ, Joonas, « Reconstructing War after the Cold War », *Contemporary Strategy* 23, no 3, pp. 239–261, www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01495930490479033.

3. BUZAN, Barry, WEVER, Ole et DE WILDE, Jaap, *Security—A New Framework for Analysis*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1998.

4. Le concept stratégique de l'Alliance approuvé par les Chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, 7–8 novembre 1991, www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_23847.htm?selectedLocale=fr.

5. BUSH, George H., président, « *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union* », 29 janvier 1991, www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19253.

6. FUKUYAMA, Francis, « The End of History? », *The National Interest* 16, été 1989, pp. 3–18, <https://ps321.community.uaf.edu/files/2012/10/Fukuyama-End-of-history-article.pdf>.

7. HUNTINGTON, Samuel, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon and Schuster, 1996.

8. « *An Agenda for Peace—Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-keeping* », Rapport du secrétaire général conformément à la déclaration adoptée par le Sommet du Conseil de sécurité du 31 janvier 1992, A/47/277-S/24111, 17 juin 1992, www.un-documents.net/a47-277.htm.

9. KALDOR, Mary, *New and Old Wars —Organized Violence in a Global Era*, Cambridge : Polity Press, 1999.

10. WEISS, Thomas et COLLINS, Cindy, *Humanitarian Challenges and Intervention*, Boulder : Westview Press, 2000.

11. « Trends in World Military Expenditure, 2014 », Stockholm International Peace Research Institute Fact Sheet, 2014, <http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1504.pdf>.

12. Pour un complément d'information, voir *National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, The White House, Washington : US Government Printing Office, 1994, www.dtic.mil/doctrine/doctrine/research/nss.pdf.

13. Pour un complément d'information, voir NEUMANN, Iver B., « Returning Practice to the Linguistic Turn: The Case of Diplomacy », *Millennium : Journal of International Studies* 31, no 3, pp. 627–651, <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/03058298020310031201?journalCode=mila>.

14. POSEN, Barry R., « Command of the Commons—The Military Foundation of U.S. Hegemony », *International Security* 28, no 1, été 2003, pp. 5–46, www.mitpressjournals.org/doi/abs/10.1162/016228803322427965?journalCode=isec.

15. KALDOR, *New and Old Wars*.

16. THEMNER, Lotta et WALLENSTEEN, Peter, « Armed Conflict, 1946–2011 », *Journal of Peace Research* 49, no 4.

17. BUZAN, Barry, WÆVER Ole, et DE Wilde, Jaap, *Security—A New Framework for Analysis*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 1998.

18. STROBEL, Warren, « The CNN Effect—How Much Influence Does the 24-hour News Network Really Have on Foreign Policy? », *American Journalism Review*, mai 1996, <http://ajrarchive.org/Article.asp?id=3572>.

19. *Human Security Report 2009/2010*, Human Security Report Project, 2 décembre 2010, www.hsr-group.org/human-security-reports/20092010/text.aspx.

20. WIESLANDER, Anna, « NATO, the U.S. and Baltic Sea Security », 4, *UI paper*, no 3, 2016, The Swedish Institute of International Affairs, www.ui.se/globalassets/butiken/ui-paper/2016/nato-the-u.s.-and-the-baltic-sea-security---aw.pdf.

21. Le concept stratégique de l'Alliance approuvé par les Chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, 7–8 novembre 1991, www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_23847.htm?selectedLocale=fr.

22. « Final Communiqué—Ministerial Meeting of North Atlantic Council, Berlin, Germany, 3 June 1996 », *Communiqué de presse de l'OTAN M-NAC-1(96)63*, www.nato.int/docu/pr/1996/p96-063e.htm.

23. RAITASALO, Jyri, *Constructing War and Military Power after the Cold War—The Role of the United States in the Shared Western Understandings of War and Military Power in the Post-Cold War era*, Helsinki, Finlande : National Defence College, 2005, pp. 1–328.

24. KRAUTHAMMER, Charles, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs* 70, no 1, pp. 23–33.

25. RAITASALO, Jyri, « Moving Beyond the 'Western Expeditionary Frenzy' », *Comparative Strategy* 33, no 4, pp. 372–388.

26. VERSHBOW, Alexander, « 21st Century Deterrence », *Remarques du secrétaire général délégué de l'OTAN, Alexander Vershbow*, Conférence Snow Meeting à Trakai, Lituanie, 15 janvier 2016, www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_127099.htm.

27. BUSH, George W., president, « Address to a Joint Session of Congress and the American People », Capitole des États-Unis, Washington, DC, *The Washington Post*, 20 septembre 2001, www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html.

28. ZABOROWSKI, Marcin, « Poland: The Challenges of Middle Power Diplomacy », in *Frontline Allies: War and Change in Central Europe*, US–Central Europe Strategic Assessment Group Report, novembre 2015, pp. 25–31. www.icds.ee/fileadmin/media/icds.ee/failid/SAG_Report.pdf.

29. HOFFMAN, Frank, « Hybrid Warfare and Challenges », *Joint Forces Quarterly*, no 52, janvier 2009, pp. 34–39.

30. « EUCOM Commander Seeks New Approach to Russia », *DOD News*. www.defense.gov/News-Article-View/Article/639951/eucom-commander-seeks-new-approach-to-russia.

31. HOFFMAN, « *Hybrid Warfare and Challenges* », pp. 34–39.

32. MATTIS James et HOFFMAN, Frank, « Future Warfare: The Rise of Hybrid Wars », *Proceedings Magazine* 132, no 11.

33. Pour un complément d'information, voir «International Security and Estonia», Estonian Information Board, 2016, pp. 20–21, www.teabeamet.ee/pdf/2016-en.pdf.
34. « Russia Orders Military Drill, Stoking Tensions », *The Wall Street Journal*, 26 février 2014, www.wsj.com/articles/ukraine-disbands-berkut-antiriot-police-unit-1393400795.
35. WIESLANDER, « NATO, the U.S. », p. 11.
36. RAITASALO, « Moving Beyond ».
37. « AJP-01(D) ALLIED JOINT DOCTRINE », décembre 2010, pp. 2–13, www.fit4russland.com/images/NATO-Kriegsplan_Allied_joint_doctrine_2010.pdf.
38. « European Union Military Committee Chairman's E-newsletter », no 23, janvier 2016, p. 1.
39. STOLTENBERG, Jens, « Keynote Speech by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the Opening of the NATO Transformation Seminar 25 Mar 2015 », www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_118435.htm.
40. RAITASALO, Jyri, « Western Societies Shouldn't Buy Into the Russia Hype », *The National Interest*, 4 septembre 2017, <http://nationalinterest.org/feature/western-societies-shouldnt-buy-the-russia-hype-20089>.
41. LIBICKI, Martin, « The Cyber War that Wasn't », *Cyber War in Perspective: Russian Aggression against Ukraine*, éd., GEERS, Kenneth, Tallinn : NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence, 2015, pp. 49–50, https://ccdcoe.org/sites/default/files/multimedia/pdf/CyberWarinPerspective_Libicki_05.pdf.
42. Pour un complément d'information, voir FRANTZEN, Henning-A., « 'Proper War' and 'War In Reality'—The Changing Concept of War », *IFS Info 6/02*, Oslo : Norwegian Institute for Defense Studies, 2002.
43. RÁCZ, Andreás, « Russia's Hybrid War in Ukraine—Breaking the Enemy's Ability to Resist », *Finish Institute of International Affairs Report 32*, pp. 40–42, www.fia.fi/assets/publications/FIIARReport43.pdf.
44. Pour un complément d'information, voir BUZAN, WÆVER et DE WILDE, *Security—A New Framework for Analysis*.